

Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95300 PONTOISE

Pontoise, le 22 avril 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PROTEC DECORS SAS

1, rue de la Fosse Cardon
ZI les Perruches
95350 Saint-Brice-Sous-Forêt

Références : ud95-2025-0292

Code AIOT : 0006506779

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/04/2025 dans l'établissement PROTEC DECORS SAS implanté 1, rue de la Fosse Cardon ZI les Perruches 95350 Saint-Brice-sous-Forêt. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'objectif de cette visite inopinée était de vérifier l'état des stocks par rapport à la situation détaillée en juin 2023 par l'exploitant dans laquelle l'exploitant indique ne plus relever du classement SEVESO seuil bas.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PROTEC DECORS SAS
- 1, rue de la Fosse Cardon ZI les Perruches 95350 Saint-Brice-sous-Forêt
- Code AIOT : 0006506779
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société PROTEC DECORS, implantée au 1 rue de la Fosse Cardon à SAINT BRICE SOUS FORET appartient au groupe PROTEC, spécialisé dans les traitements de surfaces de pièces métalliques (dépôt métallique, décochage, dégraissage, décapage, dépôt de peinture, contrôle non destructif) à destination de grands donneurs d'ordre industriels, notamment dans le domaine de la décoration, de l'aéronautique et de l'aérospatiale.

Le groupe dispose de 3 usines dans le Val d'Oise et d'un site en Seine-Saint-Denis (Noisy le Sec) :

- un site à SAINT BRICE SOUS FORET ;
- un deuxième site est situé à BEZONS et réalise du traitement de surfaces de pièces pour l'aéronautique ; il est classé SEVESO seuil bas et IED ;
- un dernier site à FREPILLON depuis début 2023. Sur ce site classé à déclaration, l'exploitant réalise de la peinture sur des pièces de plus grandes dimensions.

Le site de SAINT BRICE SOUS FORET abrite deux entités juridiques :

- PROTEC DECORS, spécialisée dans le traitement de surface de décoration pour l'industrie du luxe ;
- PROTEC SERVICE INDUSTRIE, spécialisée dans le traitement de surface à destination de l'aéronautique et l'aérospatiale de pièces standardisées et en grande quantité.

Le fonctionnement du site est encadré par un arrêté préfectoral d'autorisation du 07 octobre 1999, complété par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 16 décembre 2008 et du 04 mai 2015.

Les installations relèvent du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3260, et 4120-2a de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et du régime de la déclaration pour 2 autres rubriques.

L'établissement est classé IED et n'est plus classé SEVESO seuil bas depuis mars 2024 en raison de la substitution du chrome VI par le chrome III pour la quasi-totalité des traitements, à l'exception du process alodine 1200 qui utilise encore du chrome VI (une cuve de traitement et ses bains de rinçage).

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- Action nationale état des stocks
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à

l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande d'action corrective	2 mois
8	Stockage de matières dangereuses et incompatibles	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, articles 6 et 12	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative : classement ICPE	Arrêté Préfectoral du 16/12/2008, article 2	/	Sans objet
3	Fourniture FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1.a)	/	Sans objet
4	Langue FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.5	/	Sans objet
5	Coordonnées fournisseur FDS	Règlement européen du 18/12/2006, Annexe II – 1.3	/	Sans objet
6	Mise en œuvre des recommandations indiquées dans la FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)	/	Sans objet
7	Étiquetage CLP	Règlement européen du 31/12/2008, article 17	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection inopinée, l'Inspection des installations classées a relevé 2 non-conformités et a formulé 2 observations. Il a également été constaté que l'exploitant a diminué son stockage de déchets dangereux et de ce fait n'est plus classable sous le statut de site SEVESO seuil bas.

2-4) Fiches de constats

Fiche de constat n° 1 : Situation administrative : classement ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2008, article 2

Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative : classement ICPE

Prescription contrôlée :

Rubrique	Alinéa	AS – A -D -NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
2565	1	A	Revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique avec mise en œuvre de cadmium	Bains de traitement de 40 925 litres	Sans seuil			40925	Litres
1111	2-c	D	Emploi ou stockage de substances très toxiques liquides	Produits cyanurés	Quantité susceptible d'être présente dans l'installation	50	Kg	150	Kg
1111	1	NC	Emploi ou stockage de substances très toxiques solides	Produits cyanurés	Quantité susceptible d'être présente dans l'installation	200	Kg	150	Kg
1131	1	NC	Emploi ou stockage de substances toxiques solides	Produits chromiques	Quantité susceptible d'être présente dans l'installation	5	Tonnes	250	Kg
1131	2	NC	Emploi ou stockage de substances toxiques liquides	Produits chromiques	Quantité susceptible d'être présente dans l'installation	1	Tonne	250	Kg
2920	2	NC	Installations de compression d'air fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa		Puissance absorbée	50	kW	30	Kw

A : Autorisation – D : déclaration – NC : Non Classable

Constats :

L'inspection a demandé à l'exploitant de détailler l'évolution de ces activités depuis la dernière situation administrative actée par arrêté préfectoral (en 2008) et l'activité actuelle. Il en ressort que l'activité a en partie évoluée et que les rubriques de la nomenclature ICPE ont été modifiées.

Ainsi, le volume de bain de traitement de surfaces a augmenté et des cabines de peinture ont été ajoutées.

Le bilan concernant la situation administrative du site le plus récent est daté de 2021 et provient de la mise à jour de l'étude des dangers. L'exploitant a précisé que ces données sont à jour à l'exception des dernières modifications concernant la substitution du chrome VI par du chrome III pour l'ensemble des process, à l'exception du process Alodine 1200, dont il reste une cuve accompagnée de ses bains de rinçage sur site.

La cuve utilisée pour récupérer les bains chromiques au chrome VI usagés dans la station de détoxification (environ 5 m³) récupère désormais des composés acido-basiques. Une cuve d'environ 2 m³ est installée dans la station de détoxification pour récupérer les eaux du bain d'Alodine 1200. L'inspection a constaté que cette cuve contenait environ 400 L.

Par courriel du 17 avril 2025, l'exploitant a transmis le calcul actualisé du volume de produits sur site concernés par la rubrique n°4120-2a d'un volume total de 35,63 m³ soit environ 36 tonnes, dont :

- volume de bain : environ 18 tonnes ;
- volume de déchets : environ 18 tonnes ;

L'inspection constate que le volume de matières classables sous la rubrique n°4120-2a a substantiellement diminué en passant de 57 tonnes autorisées à 36 tonnes. Suite à cette diminution, l'installation n'est plus classable en tant que site SEVESO seuil bas par la règle de cumul.

Ainsi, le classement ICPE actualisé est le suivant :

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Quantité autorisée	Régime (*)
4120-2a	<p>Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition.</p> <p>2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 10 t</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 50 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</i></p>	<p>Bains : 18 t Déchets : 18 t soit 36 tonnes</p>	A
3260	<p>Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 mètres cubes.</p>	53,967 m ³	A
2563-2	<p>Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces quelconques par des procédés utilisant des liquides à base aqueuse ou hydrosolubles à l'exclusion des activités de nettoyage-dégraissage associées à du traitement de surface.</p> <p>La quantité de produit mise en oeuvre dans le procédé étant : 2. Supérieure à 500 L, mais inférieure ou égale à 7 500 L</p>	1000 L	DC
2940-2b	<p>Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc.</p> <p>2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction, autres procédés), la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en oeuvre étant : b) Supérieure à 10 kg/ j, mais inférieure ou égale à 100 kg/ j</p>	15 kg/j	DC
4110-1b	<p>Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés.</p> <p>1. Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 200 kg, mais inférieure à 1 t</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 5 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 20 t</i></p>	401 kg	DC

L'exploitant a transmis plusieurs porter à connaissance afin d'informer le Préfet du Val d'Oise de l'évolution de son classement ICPE et des modifications réalisées sur site.
Ces modifications et ce classement actualisé seront actés dans un arrêté préfectoral complémentaire une fois l'étude des dangers révisée transmise par l'exploitant.

La prescription contrôlée est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

Fiche de constat n° 2 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

Thème(s) : Risques accidentels, État des matières stockées

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.

Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

Constats :

L'inspection a demandé à l'exploitant en séance de présenter l'état des stocks des produits chimiques présents sur site. L'exploitant a indiqué avoir subi une attaque informatique et connaître des difficultés depuis pour suivre ses stocks. L'exploitant a présenté l'état des stocks daté du 31/12/2024 pour chacune des entités présentes sur site : PROTEC SERVICES INDUSTRIE et PROTEC DECORS.

Cet état des stocks se limite à l'énumération des différents produits stockés et des quantités associées. L'ajout des mentions de danger de chaque produit permettrait d'identifier les produits les plus dangereux en situation accidentelle.

L'exploitant a indiqué que les volumes de produits chimiques évoluent peu au cours de l'année sur site.

L'inspection note que malgré le fait que les volumes de produits chimiques varient peu au cours de l'année, l'état des stocks mériterait une mise à jour plus régulière (bihebdomadaire dans l'idéal). Un état des stocks datant du 31/12/2024 n'est pas considéré comme étant à jour.

L'état des stocks fourni par l'exploitant indique la présence sur site de :

- 41 tonnes de déchets en vrac (bains usés et stockage dilués) ;
- environ 14,5 tonnes de produits chimiques, dont environ 500 kg de peinture.

L'exploitant a transmis en juin 2023 un porter à connaissance indiquant que suite à la substitution du chrome VI par du chrome III dans l'intégralité des process du site, à l'exception de l'Alodine 1200, l'installation n'est plus classée SEVESO seuil bas par la règle des cumuls. Cette situation a été actée par le courrier préfectoral du 07/03/2024.

L'objectif de cette visite inopinée était de vérifier l'état des stocks par rapport à la situation détaillée en juin 2023 par l'exploitant. La situation constatée sur site est conforme aux éléments transmis par l'exploitant en juin 2023.

Non-conformité n°1 : L'état des stocks n'est pas tenu à jour régulièrement par l'exploitant contrairement à l'article 49 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010.

Observation n°1 : Il conviendrait que l'exploitant ajoute dans son état des stocks les mentions de dangers associées à chacun des produits dangereux présents sur site afin de faciliter l'utilisation de cet état des stocks par les services de secours en cas d'accident.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

Fiche de constat n° 3 : Fourniture FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1.a)
Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
Prescription contrôlée : Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II: a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) n°1272/2008
Constats : L'inspection a demandé à l'exploitant en séance de présenter l'état des stocks des produits chimiques présents sur site. L'inspection a sélectionné par sondage les produits chimiques suivants afin de vérifier la fiche de donnée de sécurité (FDS) et les conditions de stockage et d'utilisation de ce produit : <ul style="list-style-type: none">• Sulfate de nickel (n°CAS 10101-97-0) dont le fournisseur est la société AMPERE INDUSTRIE et la date de mise à jour de la FDS est le 18/04/2023 ;• Cyanure de cuivre (n°CAS 544-92-3) dont le fournisseur est la société CHIMIE PLUS et la date de mise à jour de la FDS est le 27/04/2017 ;• Chlorure de nickel (n°CAS 7791-20-0) dont le fournisseur est la société AMPERE INDUSTRIE et la date de mise à jour de la FDS est le 14/11/2023 ; Lors de la visite du site, l'exploitant a constaté qu'il ne stockait plus de sulfate de nickel. La FDS du cyanure de cuivre est datée de 8 ans. Les données contenues dans celle-ci peuvent avoir évolué depuis la date de dernière mise à jour. Il est à considérer qu'une FDS de plus de 5 ans n'est plus à jour et convient d'être actualisée. L'exploitant dispose des FDS demandées et a été en mesure de présenter celles-ci rapidement. La prescription contrôlée est respectée. Observation n°2 : l'exploitant doit s'assurer de maintenir à disposition des services de secours et des salariés les versions récentes des FDS (moins de 5 ans) des produits dangereux stockés ou utilisés sur site.
Type de suites proposées : Sans suite

Fiche de constat n° 4 : Langue FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.5
Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
Prescription contrôlée : La fiche de données de sécurité est fournie dans une langue officielle de l'(des) État(s) membre(s) dans lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché, à moins que le ou les États membres concernés en disposent autrement.
Constats : Les FDS fournies par l'exploitant sont bien rédigées en français. La prescription contrôlée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

Fiche de constat n° 5 : Coordonnées fournisseur FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II – 1.3
Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
Prescription contrôlée : Le fournisseur de la fiche de données de sécurité, qu'il s'agisse du fabricant, de l'importateur, du représentant exclusif, d'un utilisateur en aval ou d'un distributeur en aval, doit être identifié. Il y a lieu de préciser son adresse complète et son numéro de téléphone, ainsi que l'adresse électronique d'une personne compétente responsable de la fiche de données de sécurité.
Constats : Les FDS fournies par l'exploitant indiquent les coordonnées du fournisseur du produit, et notamment : l'adresse complète et son numéro de téléphone, ainsi que l'adresse électronique d'une personne compétente. La prescription contrôlée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

Fiche de constat n° 6 : Mise en œuvre des recommandations indiquées dans la FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)
Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
Constats : <u>Pour le cyanure de cuivre :</u> L'exploitant utilise le cyanure de cuivre dans les conditions indiquées comme « utilisations pertinentes » sur la FDS, à savoir pour un usage industriel. Les moyens d'extinction préconisés sont présents à proximité des zones à risque. Il s'agit pour ce produit d'un extincteur à poudre. Le stockage est effectué dans une cage grillagée fermée à clé qui permet une ventilation suffisante. Les conseils et préconisations sur le stockage de la substance sont respectés. <u>Pour le chlorure de nickel :</u> Aucune « utilisations pertinentes » n'est indiquée sur la FDS. L'exploitant utilise le produit dans ses bains de traitement de surfaces. Les moyens d'extinction préconisés 'eau, poudre, CO ₂ sont présents à proximité des zones à risque. Le stockage est effectué dans une armoire extérieure fermée à clé. Les conseils et préconisations sur le stockage de la substance sont respectés. La prescription contrôlée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

Fiche de constat n° 7 : Étiquetage CLP

Référence réglementaire : Règlement européen du 31/12/2008, article 17
Thème(s) : Produits chimiques, Contenu des étiquettes
Prescription contrôlée : Règles générales 1. Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant les éléments suivants: a) le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du ou des fournisseurs; b) la quantité nominale de la substance ou du mélange dans l'emballage mis à la disposition du grand public, sauf si cette quantité est précisée ailleurs sur l'emballage; c) les identificateurs de produit conformément à l'article 18; d) s'il y a lieu, les pictogrammes de danger conformément à l'article 19; e) s'il y a lieu, les mentions d'avertissement conformément à l'article 20; f) s'il y a lieu, les mentions de danger conformément à l'article 21; g) s'il y a lieu, les conseils de prudence conformément à l'article 22; h) s'il y a lieu, une section réservée à des informations supplémentaires conformément à l'article 25. 2. L'étiquette est rédigée dans la ou les langues officielles du ou des États membres dans lequel ou lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché, sauf si le ou les États membres concerné(s) en disposent autrement. Les fournisseurs peuvent utiliser sur leurs étiquettes plus de langues que celles qui sont prescrites par les États membres, à condition que les mêmes renseignements apparaissent dans toutes les langues utilisées.
Constats : L'inspection a constaté pour les produits vérifiés par sondage que l'étiquette est rédigée en français et contient l'ensemble des éléments d'étiquetage obligatoire listé à l'article 17 du règlement européen CLP. Toutefois, il a été constaté des produits non étiquetés stockés dans le sous-sol au niveau de la station de détoxification. L'exploitant a indiqué qu'il s'agissait de trois bidons de 25 kg de coagulant COS 60. A priori, ce produit dispose de différentes mentions de danger et devrait être étiqueté. De plus, la cuve de récupération des bains usés cyanurés située en extérieur n'est pas identifiée. Par courriel du 17/04/2025, l'exploitant a transmis les photos mettant en évidence l'apposition d'un étiquetage conforme sur ces récipients et de l'identification de la cuve de déchets cyanurés. L'exploitant a rapidement corrigé la situation. La prescription contrôlée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

Fiche de constat n° 8 : Stockage de matières dangereuses et incompatibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6 et 12
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage de matières dangereuses
Prescription contrôlée : <u>Article 6 :</u> [...] Les capacités de rétention sont conçues de sorte qu'en situation accidentelle la présence du produit ne puisse en aucun cas altérer une cuve ou une canalisation. Elles sont aussi conçues pour recueillir toute fuite éventuelle provenant de toute partie de l'équipement concerné et réalisées de sorte que les produits incompatibles ne puissent s'y mêler (cyanure et acide, hypochlorite et acide, bisulfite et acide, acide et base très concentrés, etc.). Elles sont étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résistent à leur action physique et chimique. Il en est de même pour les dispositifs d'obturation éventuels qui sont maintenus fermés. [...] <u>Article 12 :</u> [...] La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation. [...]
Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence de produits chimiques qui semblent anciens sur une étagère dans le fond de la station de détoxification. Il a notamment été constaté des stockages de produits incompatibles les uns aux dessus des autres. Il s'agit du PERMANGANATE DE POTASSIUM qui est un produit comburant (H272) en plus d'être très toxique pour les organismes aquatiques (H410), et du METEX STRIPPER NC 290 B qui est un solide inflammable (H228). Pour rappel, le sous-sol du bâtiment dans lequel est positionné la station de détoxification fait office de rétention. L'exploitant a indiqué qu'il s'agissait de produits qui ne sont plus utilisés. De ce fait, ils devraient être évacués vers la filière déchets adaptée. Par courriel du 17/04/2025, l'exploitant a transmis les photos attestant du nettoyage des étagères près de la station de détoxification et du positionnement des produits non utilisés dans les bacs de récupération des déchets. L'exploitant a rapidement corrigé la situation concernant les stockages incompatibles. Toutefois, l'inspection reste dans l'attente des bordereaux de suivi de déchets dangereux pour attester de l'évacuation de ces produits anciens non utilisés. <u>Non-conformité n°2 : L'exploitant stocke des produits dangereux qui ne sont plus utilisés sur site contrairement aux dispositions de l'article 12 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006. L'exploitant doit évacuer ces produits vers la filière déchets adaptée.</u>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois